

PRÉFECTURE DE MEURTHE-ET-MOSELLE

**DIRECTION du DEVELOPPEMENT  
DURABLE et des POLITIQUES  
INTERMINISTERIELLES**  
Bureau de l'Aménagement du Territoire  
et de l'Environnement



LE PREFET DE MEURTHE ET MOSELLE  
Chevalier de la Légion d'Honneur

N° 2006 314

Vu le code de l'environnement, notamment son livre V, titre 1<sup>er</sup> relatif aux installations classées pour la protection de l'environnement ;

Vu le décret n° 77-1133 du 21 septembre 1977 modifié portant application dudit code ;

Vu le décret n° 53-578 du 20 mai 1953 modifié qui fixe la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;

Vu le décret n° 2004 374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et les départements ;

Vu la demande présentée le 31 janvier 2005 et complétée le 1<sup>er</sup> juillet 2005 par la société SAINT GOBAIN PONT-A-MOUSSON en vue d'être autorisée à exploiter une installation de revêtement de pièces de fonderie par autodéposition à BLENOD-LES-PONT-A-MOUSSON, site de la Fonderie,

Vu les plans et documents joints à cette demande ;

Vu l'arrêté préfectoral du 21 septembre 2005 prescrivant l'ouverture d'une enquête publique du 26 octobre 2005 au 26 novembre 2005 inclus à BLENOD-LES-PONT-A-MOUSSON et à PONT-A-MOUSSON, ATTON, MAIDIERES, communes situées dans un rayon de 1 km autour de l'installation projetée,

Vu les journaux "l'Est Républicain" du 26 septembre 2005 et "le Républicain Lorrain" du 6 octobre 2005 ;

Vu les certificats constatant la publicité donnée à ladite enquête ;

Vu l'avis des conseils municipaux ;

Vu l'avis de M. le commissaire-enquêteur ;

Vu l'avis des services techniques ;

Vu le rapport JCR/LL/198/06 du 15 février 2006 de M. l'inspecteur des installations classées ;

Vu l'arrêté préfectoral du 23 mars 2006 prorogeant les délais d'instruction du dossier ;

Vu l'avis **favorable** du conseil départemental d'hygiène dans sa séance du 30 mars 2006 ;

Considérant que la mise en œuvre du procédé ACC entraînera la suppression de l'utilisation de goudrons et de vernis bitumineux sur les pièces de voirie et des rejets de COV associés ;

Sur proposition du secrétaire général de la préfecture ;

## **ARRETE**

### **ARTICLE 1<sup>er</sup>**

La société SAINT GOBAIN PONT A MOUSSON est autorisée à exploiter sur son site de BLENOD LES PONT A MOUSSON deux unités de revêtement des produits plats (pièces de voirie) par procédé d'autodéposition ACC (Autophoretic Chemical Coating) sur les lignes de production 1002-MM2/1001-MM1 et DISAS sous réserve du strict respect des dispositions qui suivent.

### **ARTICLE 2**

Les activités exercées sont reprises dans le tableau suivant :

N° de la nomenclature	Désignation de l'activité	Régime
1131-2 b	Stockage et emploi de matières toxiques : 4 t de produits contenant de l'HF	D
1200	Stockage et emploi de matières comburantes : H <sub>2</sub> O <sub>2</sub>	NC
1611	Stockage et emploi d'HCl à plus de 20 % en poids	NC
1630	Stockage et emploi de NaOH	NC
2565-2 a	Traitement des métaux : cuves de 90 m <sup>3</sup> et 15 m <sup>3</sup>	A
2910-A. 2	Etuves de séchage au gaz naturel	D
2915- 2	Chauffage par fluide caloporteur	D
2920- 2 b	Groupe froid	D
2921 - 2	TAR	D

### **ARTICLE 3**

Les installations seront implantées conformément aux plans joints au dossier de demande en autorisation sauf en ce qu'ils auraient de contraire aux dispositions qui suivent.

### **ARTICLE 4**

Tout projet de modification devra être porté par l'exploitant avant sa réalisation à la connaissance du Préfet accompagné des éléments d'appréciation nécessaires.

### **ARTICLE 5 : Prescriptions relatives à la pollution des eaux**

5.1-Les sols des installations où sont stockées, transvasées ou utilisées des liquides toxiques ou polluants seront munis d'un revêtement étanche et inattaquable ; il est aménagé de façon à diriger tout écoulement accidentel vers une capacité de rétention étanche et inattaquable.

5.2-Tout stockage de liquides toxiques polluants sera associé à une cuvette de rétention étanche et inattaquable dont le volume est au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes :

- 100 % de la capacité du plus grand réservoir,
- 50 % de la capacité totale des réservoirs associés.

Pour les stockages de récipients de capacité unitaire inférieure ou égale à 250 l, la capacité de rétention sera au moins égale à :

- dans tous les cas 250 litres ou la capacité totale si celle-ci est inférieure à 250 litres,
- dans les autres cas, 20 % de la capacité totale des fûts.

5.3-Les rétentions seront conçues ou réalisées de telle sorte que des produits incompatibles ne puissent s'y mêler.

5.4-Les rétentions seront maintenues en permanence vides. Les liquides recueillis dans les rétentions seront soit réintroduits dans les cuves soit considérés comme des déchets et traités en tant que tels.

5.5-Les rétentions de plus de 1 000 l seront munies d'un déclencheur d'alarme en point bas.

5.6-L'ensemble des effluents liquides rejetés sera traité par une station physico-chimique et si nécessaire sur charbon actif avant de rejoindre le point de rejet n° 4 et le rejet final du site.

5.7-Sortie traitement les effluents devront respecter les caractéristiques suivantes :

pH :  $> 6 < 9$

débit : environ 90 m<sup>3</sup>/j

débit spécifique  $\leq 8$  l/m<sup>2</sup> de surface traitée par fonction de rinçage

DCO  $< 90$  mg/l

Fer  $< 5$  mg/l

Fluorures  $< 10$  mg/l

5.8-Le rejet sortie traitement sera contrôlé comme suit :

	contrôle par l'exploitant	contrôle extérieur trimestriel laboratoire agréé prélèvement 24 h asservi au débit
pH	continu	oui
débit	continu	oui
débit spécifique	/ 7 j	
DCO	/ 7 j prélèvement 24 h asservi au débit	oui
Fer	/ 7 j prélèvement 24 h asservi au débit	oui
Fluorures	/ 7 j prélèvement 24 h asservi au débit	oui
Chlorures	/ 7 j prélèvement 24 h asservi au débit	oui

Les résultats seront adressés à l'inspection des installations classées mensuellement par le biais d'un rapport d'activités.

#### **ARTICLE 6 :Prescriptions relatives à la pollution atmosphérique**

6.1 ) Les locaux seront convenablement ventilés afin d'éviter toute atmosphère explosive ou toxique.

6.2 ) Dans les trois mois suivant la mise en service de l'unité ACC des mesures des émissions de HF exprimé en F et d'acidité totale exprimée en H non canalisées au dessus des bacs ACC seront réalisées par l'exploitant. Les résultats seront transmis à l'inspection des installations classées. La captation et le traitement des vapeurs émises pourront en tant que de besoin être demandés par voie d'arrêté complémentaire à l'exploitant.

#### **ARTICLE 7 : Prescriptions relatives aux risques d'incendie et d'explosion**

Pour ce qui suit, on pourra considérer qu'une atmosphère n'est pas explosive si la teneur en gaz, vapeurs, brouillards, aérosols, poudres ou poussières, inflammables est toujours inférieure au quart de la LIE.

L'exploitant doit définir sous sa responsabilité les zones dans lesquelles peuvent apparaître des atmosphères explosibles.

Cet inventaire doit faire l'objet d'un document écrit comportant les plans détaillés des zones correspondantes ; il sera remis à l'organisme de contrôle préalablement à ses opérations.

Les zones sont définies comme suit :

- Zone HD (hors danger) :

Volume sans risque vis à vis du risque d'explosion.

- Zone 2 :

Volume dans lequel on ne prévoit pas la formation d'atmosphère explosive en fonctionnement normal, mais qui peut survenir en cas de dysfonctionnement (faible fréquence et courte durée ;  $\approx 1$  h/an).

- Zone 1 :

Volume dans lequel on prévoit qu'une atmosphère explosive peut se former dans le cadre du fonctionnement normal de l'installation (jusqu'à  $\approx 100$  h/an).

- Zone 0 :

Volume dans lequel une atmosphère explosive est présente en permanence ou fréquemment ou pour une longue période ( $> 100$  h/an).

Dans les zones 0, 1 et 2, les matériels électriques et non électriques doivent répondre aux dispositions suivantes :

- la température maximale de surface (TMS) des matériels électriques et non électriques \* doit être inférieure de moitié à la température la plus basse d'auto-inflammation de l'atmosphère environnante ou des dépôts inflammables.
- les matériels électriques et notamment les suivants ou ceux les constituant :
  - les installations HT, BT,
  - la distribution générale (principe de distribution, régime de neutre, canalisations),
  - les installations de sécurité (éclairage de sécurité, installations autres que l'éclairage, circuits de secours des machines, ...),
  - les câbles (échauffement propre, comportement au feu, réaction au feu, résistance au feu) et leur mode de pose (avec ou sans accessoires),
  - les matériels de raccordement ou de commande (transformateurs de puissance, autotransformateurs de démarrage, armoires électriques ; rhéostats de démarrage, sectionneurs, interrupteurs manuels, disjoncteurs et contacteurs, boîtes de jonction et de dérivation, organes de commande et de service),
  - l'éclairage,
  - les machines tournantes,
  - les chariots automoteurs,
  - les appareils de manutention et de levage,

- l'instrumentation (capteurs, appareils d'analyse, indicateurs, actionneurs, téléphones, détecteurs, alarmes, ... câbles de liaison en instrumentation),

\* exception faite des pièces en mouvement.

- les systèmes de protection dont la fonction est d'arrêter les expositions ou de limiter la zone affectée ou leurs effets,
- le chauffage (locaux, appareils et canalisations),
- le matériel électrique et électronique portatif,
- les matériels divers (ventouses électro-magnétiques..),  
et non électriques,

doivent être en adéquation (avec le type de zone) et conformes, pour la zone considérée, avec les dispositions réglementaires relatives aux conditions d'installation des matériels par type de zone et applicables aux appareils et systèmes de protection destinés à être utilisés en atmosphères explosives.

- Dans les zones HD, ces mêmes matériels électriques pourront être réalisés avec du matériel normalisé de type ordinaire, mais installés conformément aux règles de l'art.
- Les installations électriques devront être réalisées, entretenues et maintenues en bon état par un personnel qualifié, avec un matériel approprié conformément aux règles de l'art. Les adjonctions, modifications ou réparations devront être exécutées dans les mêmes conditions.

Les canalisations et les appareils électriques devront être pourvus de dispositifs empêchant l'échauffement dangereux de ceux-ci et toute circulation permanente de courants de défaut susceptibles d'être à l'origine d'un incendie. Une attention particulière devra être portée à ce que le calibre des fusibles et le réglage des disjoncteurs aient été judicieusement choisis et qu'ils ne soient pas indûment modifiés.

Les installations électriques seront protégées contre les dommages mécaniques et les risques de choc électriques (IP : indice de protection ; classe).

Lorsque les installations électriques seront exposées à l'action des poussières inertes, ces installations devront être entretenues de façon à éviter que les dépôts de poussières ne viennent compromettre leur refroidissement ; en outre, elles devront être conçues de telle manière que la pénétration éventuelle de poussières ne soit pas susceptible de nuire à leur bon fonctionnement.

Les installations électriques devront être protégées contre les contraintes mécaniques dangereuses et l'action nuisible de l'eau.

Lorsque les installations électriques risquent d'être soumises à des contraintes mécaniques dangereuses, les enveloppes des matériels devront présenter par elles-mêmes un degré de protection correspondant aux risques auxquels elles sont exposées ou leur installation devra être effectuée de telle manière qu'elles se trouvent protégées contre ces risques.

Dans les locaux ou sur des emplacements de travail où les installations électriques et non électriques sont exposées à l'action des poussières inflammables, les températures de surface des matériels électriques devront être telles qu'elles ne risquent de provoquer l'inflammation de ces poussières.

Lorsque les installations électriques seront réalisées dans des locaux ou sur des emplacements de travail où les matériels qui les composent sont susceptibles d'être attaqués par des agents atmosphériques ou chimiques, ces matériels devront être protégés efficacement contre la corrosion pouvant en résulter.

Les installations électriques devront être contrôlées lors de leur mise en service, après avoir subi une modification importante et annuellement, par un organisme qualifié.

Ces vérifications feront l'objet d'un rapport qui devra être tenu en permanence, à la disposition de l'inspection des installations classées.

- Pour les zones de type 0, 1 et 2, l'organisme établira, annuellement, à la suite de son contrôle, une attestation d'adéquation et de conformité avec les dispositions qui précèdent en relation avec la définition des zones.

Ce document sera tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.

- Dans les zones de type 0, 1 et 2 :
  - la température maximale de surface (TMS) des matériels ou objets situés ou introduits dans la zone doit être inférieure de moitié à la température la plus basse d'auto-inflammation de l'atmosphère environnante ou des dépôts inflammables ; il est interdit notamment d'y fumer.
  - il est interdit d'introduire tout matériel ou objet susceptible de générer des flammes ou étincelle (téléphones portables compris). Toutefois, dans les zones de type 2, les téléphones portables et de communication sont tolérés lors d'interventions ponctuelles ou de simples contrôles.
  - Toutes dispositions seront prises pour éviter les décharges disruptives d'origine électrostatique.
  - Ces interdictions seront affichées :
- Lorsque des travaux nécessaires à la mise en œuvre de feux nus doivent être entrepris à l'intérieur des zones de "type 0, 1 ou 2", ou à moins de 10 mètres des zones de "type 1", ils doivent donner lieu à l'établissement et à l'observation de consignes particulières valables pour toute la durée d'exécution des travaux.
- Les étuves de séchage seront munies d'un détecteur de flamme relié à une alarme et asservi à une coupure de l'alimentation en gaz.

#### **ARTICLE 8 : Prescriptions relatives aux déchets**

Les déchets générés par et pour le procédé ACC devront être éliminés selon les conditions fixées par le Code de l'Environnement relatives à l'élimination des déchets.

D'une manière générale, les déchets devront être entreposés sélectivement suivant leur nature avant leur évacuation, de manière à faciliter leur recyclage ou élimination ultérieurs.

Ceux-ci ne devront pas être mélangés si cette opération risque de compliquer leur élimination.

Tous les déchets devront être stockés dans de bonnes conditions, visant notamment à éviter tout risques pour la pollution des eaux, de l'air, l'émanation d'odeurs nauséabondes et la prolifération de vermines.

Les déchets devront être recyclés en fabrication ou être enlevés et traités régulièrement dans une installation autorisée à cet effet par des moyens appropriés.

Tous justificatifs concernant l'enlèvement et la prise en charge dans de bonnes conditions des différents matériels et produits polluants et pollués seront tenus à la disposition de l'inspection des installations classées pendant une durée de 5 ans.

## **ARTICLE 9 Dispositions générales d'exploitation**

### **9. 1-Connaissance des produits – Etiquetage**

L'exploitant dispose des documents lui permettant de connaître la nature et les risques des produits dangereux présents dans l'établissement (produits, bains, bains usés, bains de rinçage...) ; les fiches de données de sécurité prévues dans le code du travail permettent de satisfaire à cette obligation.

Les cuves de traitement, fûts réservoirs et autres emballages portent en caractères très lisibles le nom des produits et les symboles s'il y a lieu, de danger conformément à la réglementation relative à l'étiquetage des substances et préparations chimiques dangereuses.

### **9.2 -Etat des stocks de produits dangereux**

L'exploitant doit tenir à jour un état indiquant la nature et la quantité des produits dangereux détenus, auquel est annexé un plan général des stockages. Cet état est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées et des services d'incendie et de secours.

## **ARTICLE 10 :Prescriptions relatives aux risques d'inondation**

Le niveau des bacs de rétention et organes sensibles et les stocks de produits sera placé au-dessus de la cote 183,15 m.



## **ARTICLE 11 : Prescriptions applicables aux activités soumises à D ou NC**

Les arrêtés type afférents sont applicables.

## **DISPOSITIONS ADMINISTRATIVES**

### **ARTICLE 12 : Hygiène et sécurité du personnel - Protection des tiers**

L'exploitant devra se conformer strictement aux dispositions édictées par le livre II (titre II - parties législatives et réglementaires) du code du travail et aux textes pris pour son application dans l'intérêt de l'hygiène et de la sécurité des travailleurs.

Les prescriptions préventives édictées par la caisse régionale d'assurance maladie seront rigoureusement observées.

L'établissement demeurera soumis à la surveillance de l'inspection des installations classées ainsi qu'à l'exécution de toutes les mesures ultérieures que l'administration jugerait nécessaire d'ordonner, dans l'intérêt de la salubrité publique et conformément à l'article 18 du décret n° 77-1133 du 21 septembre 1977 modifié.

### **ARTICLE 13 : Information en cas d'accidents ou d'incidents**

L'exploitant est tenu de déclarer sans délai à l'inspection des installations classées les accidents ou incidents survenus du fait du fonctionnement de l'installation et qui sont de nature à porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L 511-1, livre V, titre 1<sup>er</sup> du code de l'environnement.

### **ARTICLE 14 : Modification notable des installations**

Par application de l'article 20 du décret n° 77-1133 du 21 septembre 1977, toute modification apportée par le demandeur à l'exploitation et à ses annexes, à leur mode d'utilisation, et de nature à entraîner un changement notable des éléments du dossier doit être portée, avant sa réalisation, à la connaissance du préfet avec tous les éléments d'appréciation

### **ARTICLE 15 : Transfert, changement d'exploitant**

Tout transfert de l'installation sur un autre emplacement nécessite une nouvelle demande d'autorisation.

Dans le cas où l'établissement changerait d'exploitant ou de raison sociale, le successeur ou l'exploitant doit en faire déclaration au préfet dans le mois qui suit la prise en charge de l'exploitation.

#### **ARTICLE 16 : Infraction aux dispositions de l'arrêté - durée de validité**

Le préfet pourra mettre en œuvre la procédure prévue à l'article L 514-1 du livre V, titre 1<sup>er</sup> du code de l'environnement indépendamment des poursuites pénales qui pourraient être exercées par les tribunaux compétents.

Le présent arrêté cessera de produire effet si l'installation n'a pas été mise en service dans le délai de trois ans ou n'a pas été exploitée durant deux années consécutives, sauf cas de force majeure.

Si l'installation se trouve momentanément hors d'usage par suite d'un incendie, d'une explosion ou de tout autre accident résultant de l'exploitation, M. le préfet pourra décider que la remise en service sera subordonnée, selon le cas, à une nouvelle autorisation.

En cas de cessation d'activité, l'exploitant doit en informer le préfet au moins un mois avant l'arrêt définitif.

L'exploitant doit, à ses frais, remettre le site de l'installation dans un état tel qu'il ne s'y manifeste aucun des dangers ou inconvénients mentionnés à l'article L 511-1, livre V, titre 1<sup>er</sup> du code de l'environnement, notamment en ce qui concerne :

- l'élimination des produits dangereux et des déchets présents sur le site,
- la dépollution des sols et des eaux souterraines éventuellement polluées,
- la protection des installations pouvant présenter des risques d'accidents,
- la surveillance a posteriori de l'impact de l'installation sur son environnement.

#### **ARTICLE 17 : Information des tiers**

En vue de l'information des tiers :

1° une copie du présent arrêté sera déposée dans les mairies précitées et pourra y être consultée par toute personne intéressée,

2° un extrait de cet arrêté énumérant notamment les prescriptions auxquelles l'installation est soumise, sera affiché dans les mairies précitées pendant une durée minimum d'un mois. Les maires établiront un procès-verbal de l'accomplissement de cette formalité et le feront parvenir à la préfecture.

Le même extrait sera affiché en permanence de façon visible dans l'installation par les soins de l'exploitant.

3° un avis sera inséré par la préfecture et aux frais de l'exploitant, dans deux journaux locaux ou régionaux diffusés dans tout le département.

#### **ARTICLE 18 : Droit des tiers**

Les droits des tiers sont et demeurent préservés par le présent arrêté afin qu'ils puissent faire valoir devant les tribunaux compétents toute demande en indemnité en raison du dommage qu'ils prétendent leur être occasionnés par l'établissement.

#### **ARTICLE 19 : Recours**

La présente autorisation ne peut être déférée qu'au tribunal administratif.

Le délai de recours est de :

- deux mois, à compter de la notification de la décision pour le demandeur ou l'exploitant,
- quatre ans à compter de l'affichage ou de la publication pour les tiers.

Ce délai commence à courir du jour où la présente décision a été notifiée (article L 514-6 du livre V, titre 1<sup>er</sup> du code de l'environnement).

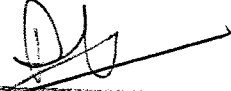
#### **ARTICLE 20 : Exécution de l'arrêté**

M. le secrétaire général de la préfecture de Meurthe et Moselle, MM les maires de des communes précitées, M. l'inspecteur des installations classées sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'application du présent arrêté qui sera notifié à :

- M. le directeur de la société SAINT-GOBAIN PONT-A-MOUSSON

et dont ampliation sera adressée à :


- M. le directeur départemental de l'équipement,
- M. le directeur départemental de l'agriculture et de la forêt,
- Mme la directrice départementale des affaires sanitaires et sociales,
- M. le chef du service interministériel de défense et de protection civile,
- M. le directeur du service départemental d'incendie et de secours,
- M. le directeur régional de l'environnement,
- M. le directeur régional de la navigation du nord-est,
- Mme la directrice départementale du travail, de l'emploi et de la formation professionnelle,
- M. le directeur de l'agence de l'eau Rhin-Meuse,
- M. le directeur du parc naturel régional de Lorraine,

POUR AMPLIATION  
En tant que Principal Chef de Bureau  
  
**Driss DAGHMOUS**



Nancy, le **25 AVR. 2006**

le préfet,

  
**Pour le Préfet  
et par délégation  
Le Secrétaire Général**

**Marc BURG**